ACTUALITÉ

Après les élections françaises, À l'écoute de la rumeur du monde...

Francis Sitel

DES MOIS DURANT, LA VIE POLITIQUE FRANÇAISE a subi un enfermement hexagonal. On s'est bouché yeux, et oreilles, parfois narines, à tout ce qui n'avait pas d'effet direct sur la seule question importante : écarter ou garder Sarkozy ? La France, on la disait en campagne, elle était en état de siège... Du vaste monde la rumeur lui parvenait assourdie, déformée, passée au crible afin de n'en rien admettre que la rhétorique présidentielle ne puisse recycler.

La grande crise du capitalisme qui menace de naufrage nos sociétés ? On n'en retenait que des sacrifices seraient nécessaires, Sarkozy l'expliquait en long et en large, Hollande précisait qu'à la rigueur il allierait la justice. La crise dite de l'euro, qui dessine la possible dislocation de l'Union européenne ? Elle oblige à élever au rang d'impératif absolu la réduction drastique des déficits budgétaires, proclamait le héraut de la droite, et le candidat socialiste promettait d'adjoindre aux pactes européens d'austérité un « volet de croissance ». De telle sorte que nous savions vivre dans un monde dangereux, où le pire nous guette. Pénétrés de cette idée les Français étaient invités à décider de leur vote. Opter pour l'autorité et le volontarisme plutôt qu'approuver l'atermoiement et la mollesse, d'après l'un. Selon l'autre, loin de céder à une agitation anxiogène adhérer au discours apaisant : « La France n'est pas le problème. La France est la solution[1/]. »

On vit le président sortant, qui disait avoir changé, se montrer d'une audace sans limite dans la démagogie populiste et l'abaissement intellectuel. De Fukushima, qu'il prétendit avoir visité, il expliqua qu'il n'y avait aucune leçon à tirer en matière de sécurité nucléaire, puisqu'il s'agissait d'un tsunami. Et dénoncer chez son rival une projet de destruction de l'industrie nucléaire française avec ses dizaines de milliers d'emplois[2/]. Donc *exit* le débat sur le nucléaire, renvoyé à l'exotisme d'un lointain Japon ! Quant aux drames que vit l'humanité : le chômage de masse, les risques écologiques, la misère, la famine et les guerres qui contraignent des millions d'êtres humains à errer sur la planète ? Le président sortant en retint qu'une éventuelle victoire de la

[1/] Cf. L'analyse de Stéphane Rozès à propos du discours du Bourget de François Hollande, *in ContreTemps* n° 13.

[2/] Alors que celui-ci s'évertuait à expliquer qu'il s'engageait à fermer *une* centrale, celle de Fessenheim. Et que le contrat gouvernemental signé entre le Parti socialiste et Europe Écologie-Les Verts enregistrait que la sortie progressive du nucléaire n'était certainement pas à l'ordre du jour.

gauche conduirait à ouvrir les portes du pays à tous les pauvres du monde, à qui on allait sacrifier nos systèmes de protection sociale, et à une grande distribution de cartes d'électeurs aux immigrés. Et, lui, d'afficher la volonté de recourir au référendum pour permettre au peuple de décider... si les chômeurs sont des victimes ou des assistés, et de la méthode la plus expéditive pour expulser les immigrés ! Comme le souligne Jean-François Kahn[3/], évoquer une lepénisation du discours sarkozyste relève de l'euphémisme, puisque c'est à une surenchère que s'est livré la candidat Sarkozy, toujours président de la République, au regard des thèmes chers au Front national.

Or, et ce n'est pas le moins inquiétant, tous ces efforts n'ont pas empêché ce même Front national, sous la houlette de Marine Le Pen, de reconstruire et consolider sa puissance électorale et politique. Et ce nom d'une *nouveauté* – l'alliage entre une prétendue préoccupation sociale et le vieux fonds raciste de la préférence nationale –, présentée comme une normalisation républicaine de ce « nouveau Front national »[4/], justifiant l'ambition d'accéder au pouvoir.

A l'autre bout de l'échiquier politique, le Front de gauche et son candidat Jean-Luc Mélenchon ont su faire entendre la voix d'une gauche de gauche, remobilisant et rassemblant des forces jusque-là dispersées et dont on pouvait craindre qu'elles en viennent à renoncer à la perspective d'une transformation sociale radicale.

Ainsi, la situation de crise qui est celle de l'Europe a trouvé un écho dans cette campagne sous la forme de ce début de polarisation entre des orientations politiques opposées à l'extrême. D'un côté, le repli sur un nationalisme agressif et xénophobe, qui se nourrit de la désespérance sociale. De l'autre, une volonté de reconstruire l'espoir, en invoquant l'exigence d'un pouvoir populaire et portant une visée internationaliste.

Mais l'enjeu qui a dominé toute la campagne est resté celui du deuxième tour de la présidentielle : un duel présenté davantage comme une confrontation de personnalités qu'ayant valeur d'affrontement entre deux projets politiques opposés. D'où la relativisation, voire l'effacement des principales données de la situation présente, européenne et mondiale. Et si, à gauche, la campagne de Sarkozy a soulevé l'indignation, ce fut une indignation qui se canalisa dans les urnes. Sarkozy battu, l'apaisement promis par Hollande s'instaura. Au point que les élections législatives, dont on aurait pu espérer qu'elles soient l'occasion d'un réel débat sur les orientations politiques, se sont enlisées dans une grande indifférence médiatique et citoyenne, un nombre record d'électeurs s'abstenant, tandis que beaucoup de ceux qui se sont déplacés ont considéré que leur vote n'avait d'autre sens que de valider leur choix précédent en faveur de François Hollande, donnant ainsi une majorité sans précédent au Parti socialiste.

Se féliciter du résultat de cette élection présidentielle, en ce qu'il a permis d'écarter l'angoisse d'un second sep-

[3/] Cf. Jean-François Kahn, *La Catastrophe du 6 mai 2012*.
[4/] Voir Sylvain Crépon, *Enquête au cœur du nouveau Front national*.

tennat de Sarkozy, est on ne peut plus légitime. Mais non moins légitime le sentiment qu'au sortir de cette longue séquence électorale, il y a urgence à élargir notre champ de vision, à regarder un monde qui est en mouvement...

Printemps arabe et étonnant « printemps érable »

Parce que nous étions, ici, en campagne électorale, avons-nous pas pris la mesure de l'importance que revêt la révolte de la jeunesse étudiante du Québec ? Son refus de l'augmentation des frais d'inscription universitaire, qui pour beaucoup vaut fermeture du droit aux études, par son incroyable détermination a conduit à une confrontation frontale avec le gouvernement, laquelle fait bouger la société dans son ensemble. Une dynamique sociale en phase avec les mouvements profonds du monde contemporain, les interrogations qu'ils soulèvent, les surprises qu'ils provoquent.

Si les formules que de telles situations suscitent dans les médias sont souvent pauvres de sens et leur mode exaspérante, celle de « printemps érable », par les affinités improbables qu'elle suggère avec le printemps arabe ne va pas sans une poétique invitation à la réflexion politique.

Et, d'abord, la question d'où en sont ces révolutions arabes.

Les difficultés auxquelles elles se heurtent s'avèrent considérables. Étaient évidentes celles liées à l'invention d'une vie démocratique dans des sociétés marquées par des décennies de misère sociale et de dictatures étouffantes, ainsi que celles relevant des défis d'un développement économique supposant de se libérer des impératifs du néolibéralisme et du carcan des puissances occidentales.

Mais il a fallu prendre acte d'autres problèmes moins prévisibles. En premier lieu les conséquences de l'intervention de l'OTAN en Libye, dont n'ont jamais été pleinement éclairés les objectifs réels, puisqu'on est passé de l'intervention humanitaire au renversement du régime Kadhafi, mais dont les effets sont patents en termes d'ingérence occidentale brutale venant percuter le processus des mobilisations des peuples arabes et de déstabilisation de toute la région saharienne et sub-saharienne. Ensuite les contre-offensives sanglantes du régime saoudien au Bahreïn, et plus dramatique encore la sauvagerie du régime Assad à l'égard de son propre peuple, avec l'horreur des massacres auxquels il se livre pour tenter d'étouffer une volonté irrépressible de liberté...

On peut deviner quels effets de sidération résultent sur les peuples de ces politiques de terrorisme d'État. Difficultés telles qu'elles font planer des menaces gravissimes sur le devenir de ces sociétés, voire un risque d'involution du processus d'ensemble. Pourtant, si on peut encore parier sur la force propulsive du mouvement engagé, c'est en considération de la conflagration qui a permis le renversement des deux dictatures tunisienne et égyptienne, d'une puissance telle qu'elle a provoqué une onde de choc pour tout le monde arabe. Et on peut constater que ses échos résonnent bien au-delà.

En effet, en toute conscience des évidentes spécificités des différents mouvements tumultueux qui secouent notre monde, il n'est pas incongru de percevoir

CAPITALISM

CT 1-PRESENTATION 28/06/12 23:18 Page9

des affinités entre eux, qui ne sauraient relever de simples effets de surface. Par leur caractère printanier, leur force créatrice, ces mouvements conduisent la jeunesse et des foules massives à occuper les places de villes, pour affirmer une volonté populaire de contester les décisions des pouvoirs installés. Ce en quoi la place Tahrir a pris valeur de symbole de portée universelle.

Occupy Wall Street, Indignados de Madrid et Barcelone, marches nocturnes des étudiants québécois… La liste s'allonge de ces mouvements dont les similitudes étonnent. Jusqu'à l'invention en France, par le Front de gauche, en pleine campagne électorale, de ces meetings géants de plein air, sous le slogan « Place au peuple ! », à Toulouse, Marseille, et Paris pour symboliquement « reprendre la Bastille » !

Dans la liste de ces mouvement, on peut aussi inclure des réalités à priori plus déconcertante, tels ces citoyens israéliens installant leurs tentes dans les avenues de Tel Aviv pour signifier leur refus de la dégradation de leurs conditions de vie. Voire ces foules moscovites qui dénoncent le régime poutinien et exigent la démocratie… Sans oublier d'autres mobilisations qui, au moins à première vue, relèvent de catégories plus classiques. Telles les grèves des étudiants chiliens. Les manifestations contre les politiques d'austérité dans les différents pays européens, avec l'importance décisive prise dans ce contexte par la révolte du peuple grec. Et aussi les luttes menées par les travailleurs chinois, qui demandent une analyse spécifique.

Tous ces mouvements, malgré l'extrême diversité des situations, semblent partager un même caractère inédit, une nouveauté annonciatrice d'un grand ébranlement du monde. C'est bien cette nouveauté qui appelle réflexion.

Un autre altermondialisme ?

Hier, le mot altermondialisme s'est imposé comme donnant une référence commune à un mouvement multiforme de contestation du néolibéralisme et de protestation en réaction à ses dégâts. Mouvement bigarré qui s'affirma à l'occasion des sommets mondiaux et diffusa sur une bonne partie de la planète. Il donna force à ce qui, depuis l'effondrement des sociétés prétendues communistes, semblait avoir perdu toute validité : la possibilité d'un autre monde…

Aujourd'hui s'ouvre sans doute une nouvelle période : l'entrée dans la crise du capitalisme mondialisé et financiarisé signifie la faillite du modèle néolibéral. Du coup, se trouvent mis en lumière les excès de ce néolibéralisme en termes d'accaparement des richesses par une infime minorité d'ultra privilégiés, avec laquelle les équipes politiques gouvernementales vivent plus ou moins en symbiose, alors que pour les populations les conditions de vie et de travail se sont détériorées, les inégalités sociales formidablement creusées, les acquis démocratiques là où ils existaient amputés…

Cette forme de capitalisme se voit mise en accusation, mais sans qu'apparaisse le début d'une possible alternative, que ce soit en termes de

réorientation radicale du système (ce qu'avait représenté le keynésianisme en réponse à la grande crise des années 1930), ou au nom d'une perspective socialiste de sortie du capitalisme. Ce qui autorise les classes dirigeantes, en particulier en Europe, à répondre à la situation par des politiques d'austérité, dont chacun sait qu'elles vont aggraver la situation des populations et la crise elle-même.

C'est dans ce contexte qu'émergent de nouvelles formes de radicalisation et de mobilisation politiques, avec lesquelles les anciennes organisations politiques, syndicales, associatives, plus ou moins marquées par les défaites antérieures et une absence de stratégie d'ensemble, cherchent la jonction et desquelles elles espèrent une régénération.

La phase actuelle est caractérisée par cette déferlante des mobilisations qui par mille canaux convergent dans une commune protestation contre l'injustice sociale, la dénonciation de l'incapacité des classes dirigeantes à proposer des solutions au chômage de masse, aux risques d'un productivisme qui saccage l'environnement et hypothèque l'avenir des générations futures… La contradiction entre le potentiel économique et culturel de nos sociétés et les régressions imposées par les classes dirigeantes comme réponse à la crise de leur système explique le rôle central joué par la jeunesse. Une jeunesse éduquée, informée, ouverte sur le monde grâce aux moyens de communication modernes qu'elle maîtrise parfaitement, et directement victime d'injustices scandaleuses, dont l'avenir apparaît se fermer. Une jeunesse qui exige la reconnaissance de ses droits : droit aux études, droit à la dignité, par l'emploi, le logement, et la responsabilité politique, donc la démocratie.

Il s'agit de mobilisations essentiellement défensives, en ce qu'elles réagissent à des attaques brutales des pouvoirs en place, et dans un rapport de forces entre classes profondément dégradé du fait des coups subis de la part du néolibéralisme, des restructurations des processus productifs que ce dernier a imposées, et aussi de la désorientation idéologique que connaissent les forces progressistes. Mais, dans le même temps, ces mouvements sont porteurs d'une forte charge démocratique. On le voit pour la jeunesse. Il faut aussi souligner l'importance du rôle spécifique joué par les femmes, dans la mesure où le profond mouvement de libération féminine qui a dominé jusqu'alors se trouve menacé dans nombre de secteurs par les effets politiques et sociaux de la crise.

A ce sujet il convient de noter à nouveau combien la situation dans les pays arabes représente un révélateur ultra sensible des contradictions d'ensemble : les femmes, qui sont impliquées massivement et courageusement dans les soulèvements populaires, se trouvent les premières attaquées par les forces qui veulent refouler cette profonde aspiration démocratique à l'égalité [5/]. L'ampleur des mobilisations témoigne que c'est le peuple dans son ensemble

[5/] Voir le témoignage impressionnant de Sylvie Kauffmann, « "Ils" ont gagné : la triste histoire de la place Tahrir », *in Le Monde* du 20 juin 2012.

CT 1-PRESENTATION 28/06/12 23:18 Page11

qui est concerné. Donc une portée démocratique au sens premier du terme : *nous sommes le peuple,* et nous ne nous laisserons pas priver de notre dignité, ni dépouiller des richesses sociales que prétend monopoliser une minorité prédatrice ! Cette opposition entre les 99 % et les 1 %, qui s'est imposée à Wall Street, résonne bien au-delà de Manhattan…

La question du pouvoir

Toutes choses qui signifient que cette déferlante démocratique porte une dynamique d'affrontement avec le pouvoir, subissant la répression par laquelle celui-ci lui répond, et risquant en permanence de s'épuiser du fait de l'incapacité à dégager une alternative à lui opposer.

À la différence du mouvement altermondialiste, qui ne visait pas à s'affronter directement avec le pouvoir, sauf éventuellement lors de certains contre-sommets sous la forme d'une confrontation de rue mettant en lumière la violence étatique au service des puissants, les actuels mouvements érodent les dominations politiques, et en dégagent le noyau dur. Sous ses formes les plus radicales, celles des révolutions arabes, on constate combien tragiquement les dictatures se défendent contre l'assaut des peuples en mobilisant toutes les capacités répressives dont elles disposent, jusqu'à la guerre civile comme on l'a vu avec Kadhafi, et de manière encore plus sanglante avec le régime Assad.

L'Égypte témoigne de manière inédite d'une réalité redoutable. Une fois le régime dictatorial mis à bas, ce qui en constituait la substance sociale, l'armée en tant que corps, davantage préoccupée d'accaparer les richesses économiques du pays que d'assurer la défense militaire de celui-ci, apparaît apte à résister, à se couler dans les mutations politiques engagées pour préserver ses intérêts et sa mainmise sur l'État. L'Égypte et la Tunisie apportent une autre leçon : les transitions démocratiques nécessitent des acteurs politiques aptes à encadrer une société en mouvement, même si celles-ci s'avèrent fort peu démocratiques. Paradoxe dont témoignent les succès électoraux des partis islamistes et leur accession aux leviers de commande étatique. Une situation qui peut conduire soit à une adaptation des références traditionnelles de ces partis, soit à leur déstabilisation par des mouvements populaires imposant d'autres équipes politiques aptes à prendre en charge le changement de société.

Mutatis mutandis, il est tentant d'établir des similitudes avec les mouvements de contestation se développant dans un certain nombre de pays occidentaux. Il est évident qu'à peu près partout les gouvernements qui portent la responsabilité des politiques d'austérité voient révélée leur impuissance, et en fait leur absence de toute volonté de se heurter aux intérêts capitalistes et aux exigence des marchés financiers. Ils s'en trouvent sanctionnés électoralement.

Mais les défaites électorales qu'ils essuient ne sont pas suffisantes pour attaquer le cœur de ces politiques, qui est la défense des intérêts capitalistes. Laquelle dans le contexte de crise systémique peut paraître emprunter des

PHOTO : ONLYPHOTOS.ORG

CT 1-PRESENTATION 28/06/12 23:18 Page13

voies plus ou moins aventureuses. Par exemple l'absence de soutien à une Grèce en grand difficulté, qui se paye d'effets destructeurs sur l'ensemble du système bancaire européen. Ou l'acharnement, au nom du dogme monétariste, à mener des politiques d'austérité qui ne peuvent qu'aggraver la récession et creuser un endettement dont on prétend qu'il représente un danger mortel pour l'économie.

Se trouvent ainsi éclairées deux exigences qui ne s'imposent que progressivement et avec difficulté dans la société. L'une est la nécessité de déconstruire les consensus entre forces conservatrices et social-démocrates, lesquels servent à entretenir des explications fallacieuses sur la nature de la crise et les moyens d'y répondre (l'impératif du désendettement, par la réduction drastique des déficits budgétaires, ou l'illusion d'une marche vers un fédéralisme européen à l'heure où l'Union est travaillée par une dynamique de dislocation...). La seconde, plus ambitieuse, est d'affirmer une réelle alternative à ces politiques, qui rende crédibles la possibilité et la nécessité de ruptures avec le système, par leur inscription dans une perspective socialiste.

Tant que les forces populaires ne sont pas en capacité d'assumer une telle alternative, la question du pouvoir se trouve contournée. Soit par une mise en extériorité par rapport au champ institutionnel, selon des formes passives de repli dans l'abstention, de désintérêt affiché à l'égard du politique, ou, de manière active, par la théorisation que le désengagement des confrontations électorales, le refus du choix entre droite et gauche, est la condition pour développer des résistances populaires et construire des contre-pouvoirs. Soit, à l'inverse, par l'adaptation aux règles et contraintes institutionnelles, en nouant des alliances avec la social-démocratie aux conditions de celle-ci, et en entretenant l'espoir que les positions ainsi obtenues permettront d'infléchir sur tel ou tel point la politique gouvernementale[6/].

On peut avancer l'hypothèse que les configurations politiques actuelles reflètent une étape dans le développement des effets politiques de la crise capitaliste. La faillite avérée du modèle néolibéral jointe à l'absence de réponses alternatives à la continuation dans la même logique conduisent à obscurcir les choix et à retarder les ruptures inévitables. Ce qui n'empêche que des polarisations agissent et que des lignes de fuite se dessinent. En Grèce, là où les tensions économiques et sociales sont à leur maximum, on voit que Syriza par son refus déterminé de l'austérité et des diktats européens, alors que les partis fonctionnels du système se trouvent discrédités et le système lui-même au bord de l'implosion, entre en phase avec une mobilisation populaire qui pourrait lui ouvrir les portes du pouvoir. Ce qui précipiterait une situation aussi inédite qu'imprévisible et signifierait une rupture de portée européenne.

A l'inverse, on constate le renforcement croissant et inquiétant dans nombre de pays européens (y compris

[6/] L'exemple quasi caricatural de cette logique ayant été donné en France par Europe Ecologie-Les Verts qui, par contrat de gouvernement avec le Parti socialiste, a obtenu groupe parlementaire et postes ministériels, en échange du renoncement aux exigences écologistes qui sont la raison d'être de ce parti.

en Grèce, sous forme d'un parti se revendiquant explicitement du nazisme) de forces d'extrême droite, qui instrumentalisent les réactions anti-immigrés pour progresser électoralement, et s'ancrer dans des catégories sociales travaillées du fait de la crise par des angoisses identitaires. C'est la menace d'un possible recours à un nationalisme réactionnaire et autoritaire pour échapper aux véritables défis de la situation.

Une réalité qui confirme que l'exigence démocratique est bien au cœur des contradictions qui se développent. Du fait de la crise, l'imposture d'un capitalisme se présentant comme intrinsèquement porteur de démocratie (prétention du mot même de néolibéralisme appliqué à l'économie) tend à être démasquée à l'heure où les pouvoirs menacés par la contestation sociale durcissent leurs appareils répressifs et développent toutes les formes d'autoritarisme politique, et sont prêts à piétiner les garanties démocratiques héritées de l'histoire. Quant aux partis de la droite traditionnelle, ils sont travaillés par des formes de droitisation qui les conduisent à emprunter nombre de leurs thèmes aux néoconservateurs américains, certains secteurs ne cachant pas leur volonté de nouer des alliances avec l'extrême-droite.

De telles évolutions sont à inscrire dans une tendance générale des régimes politiques dans un contexte de crise de l'ampleur de celle que nous connaissons. Des politiques d'austérité, qui ne peuvent se légitimer par aucun argument fondamental susceptible d'être largement partagé (du type « défense de la patrie en danger »), s'accompagnent nécessairement d'un autoritarisme croissant. Ce qu'on voit à l'œuvre : dessaisissement des instances élues au profit des cercles technocratiques et des hommes providentiels, restrictions des libertés démocratiques, mainmise sur les moyens d'information, répression des manifestations et des grèves, attaques à l'encontre des syndicats… De ce point de vue l'exemple du Québec est significatif : un gouvernement confronté à une contestation étudiante en vient, dans une société qui paraissait parfaitement pacifiée, à user d'une répression brutale et à s'affranchir du respect des libertés démocratiques les plus élémentaires.

Concluons par un retour à la situation française. Toute la vie politique a été dominée par une exigence irrépressible de se débarrasser de Sarkozy. On ne peut donc que se féliciter du résultat du 6 mai. Mais cela ne doit pas amener à dissimuler les éléments négatifs qui ont accompagné cette mobilisation électorale. La campagne présidentielle a témoigné, d'une part, que les engagements du candidat socialiste permettraient sans doute d'apaiser le climat politique, mais certainement pas d'ouvrir la voie à un réel changement en apportant des réponses à la situation que la crise crée pour les travailleurs et la majorité de la population. Et, d'autre part, que la campagne de Nicolas Sarkozy s'est caractérisée par une extrême radicalisation des thèmes mis en avant, en particulier entre les deux tours de la présidentielle, et dans lesquels on reconnaît bien des tendances générales de la situation d'ensemble telle

qu'observée ici. Or, cette campagne lui a permis de rassembler derrière lui la droite, qui a surmonté les fortes critiques qu'elle vouait au président sortant, et de convaincre une partie de l'électorat du Front national de voter pour lui, malgré son ressentiment à l'égard du même. D'où ce score en fait inespéré de 48,38 % des voix au deuxième tour. Ce qui indique que Sarkozy laisse derrière lui un fort électorat disponible à soutenir une droite radicalisée, voire à approuver une alliance entre droite et extrême droite. Problème que la direction de l'UMP va devoir gérer, et que celle du Front national est bien décidée à cultiver.

Une indication que, malgré les discours qui se voudraient rassurants sur l'efficience croissante des institutions de la Ve République, un bipartisme de plus en plus fonctionnel, et donc un jeu apaisé d'alternance permettant d'amortir les chocs économiques et sociaux, la situation est plutôt annonciatrice de tensions croissantes et d'affrontements de classe d'ampleur.

À l'image de ce qui se passe partout dans le monde.